

https://ricochets.cc/L-opposition-a-la-societe-de-contrôle-symbolisée-par-le-passe-sanitaire-s-affermir_administrer-mieux-les-desastres-ou-y-mettre-un-terme.html



L'opposition à la société de contrôle symbolisée et amplifiée par le passe sanitaire s'affermir - Administrer mieux les désastres ou y mettre un terme ?

Date de mise en ligne : dimanche 1er août 2021

- Les Articles -

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

► **Entretien à€” Libertés : Barbara Stiegler : « Les autorités détournent les questions sanitaires pour instaurer une société de contrôle »** - « Société de contrôle », démocratie « suspendue »... Pour la philosophe Barbara Stiegler, les décisions du gouvernement contre le Covid-19 nous plongent dans une « impasse politique et sanitaire » inquiétante. Et elle interroge la façon dont est menée la politique de vaccination.

(...)

Depuis le début de l'épidémie, le gouvernement n'a cessé de brandir des solutions miracles : le confinement d'abord, le couvre-feu, les nouveaux vaccins et maintenant le passe sanitaire... Mais cela ne fonctionne pas comme ça. En santé publique, il faut une stratégie diversifiée, une panoplie d'outils ciblés, de l'accompagnement, de la précision. Là, au contraire, les dispositifs mis en place sont extrêmement brutaux et simplistes.

(...)

Le passe sanitaire en est l'illustration. Le caractère « sanitaire » du dispositif n'est nullement démontré. Pour que la vaccination soit réellement efficace, il faudrait cibler en priorité les personnes à risque, les personnes âgées, celles et ceux qui vivent avec des facteurs de comorbidité aggravants et qui sont éloignés du système de santé. Il faudrait recueillir leur consentement éclairé, les suivre, les accompagner. Ce qui implique un ensemble d'actes de soin et non des mesures de police. Et qui suppose donc le déploiement massif de personnels de santé, eux-mêmes formés et informés des risques et des bénéfices du vaccin.

Mais le gouvernement préfère [utiliser la menace. Au lieu de cibler les populations à risque, il exerce sur l'ensemble des Français un véritable chantage. Si la menace au code QR fonctionne pour les populations les mieux insérées socialement, elle est globalement inopérante pour les publics précaires et fragiles. Le gouvernement laisse les citoyens livrés à eux-mêmes, seuls devant leurs applications numériques.

(...)

Pourquoi le gouvernement a-t-il fait ce choix ?

Parce que, outre l'ivresse que procure l'excès de pouvoir, il refuse de revenir sur sa doctrine néolibérale. Depuis le début du quinquennat, le gouvernement démantèle les services publics et mène des politiques d'austérité qui affaiblissent l'hôpital, les services sociaux, le système éducatif. Au lieu de reconnaître ses torts et ses responsabilités, il transforme les victimes de sa propre politique à€” à savoir les citoyens à€” en coupables. Il les rend responsables de la situation présente. Il pointe leur prétendu « relâchement », insiste sur leur ignorance, leur irrationalité ou leur penchant sectaire. Depuis un an et demi, son état d'esprit n'a pas changé. Il privilégie toujours la répression, le contrôle et la mise au pas de la population. Il n'hésite pas non plus à manipuler les chiffres et à diffuser des informations fausses ou tronquées.

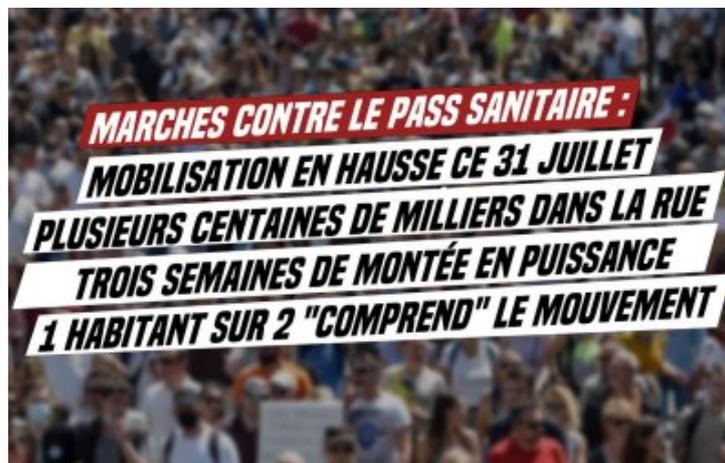
Le Covid-19 n'est qu'une répétition générale. Ce n'est qu'un épisode parmi d'autres de la crise écologique

(...)

Le Covid-19 ne nous menace pas tous à égalité. C'est une maladie létale et dangereuse pour des publics déjà fragilisés. Elle vient révéler le tableau sanitaire négatif des pays occidentaux, avec leur population vieillissante et souffrant de polypathologies chroniques. En creux, le Covid-19 pose une question sociale et écologique. Dans les pays industrialisés, plus les inégalités augmentent, plus les maladies chroniques explosent et plus le Covid-19 flambe. Notre mode de vie est aussi, en partie, responsable de la situation actuelle avec la sédentarité, l'alimentation industrielle, le stress, l'augmentation de l'obésité et des cancers, etc.

(...)

Il faut bien comprendre que le Covid-19 n'est qu'une répétition générale. Ce n'est qu'un épisode parmi d'autres de la crise écologique. Des événements similaires risquent de se reproduire à l'avenir, avec la dégradation des écosystèmes et le réchauffement climatique. Il faut donc dès maintenant les anticiper, réfléchir à la manière dont nous souhaitons les surmonter, démocratiquement et non sur un mode autoritaire. Je suis très étonnée de voir qu'Europe Écologie à€” Les Verts ne s'empare pas réellement du sujet. Ils devraient se positionner beaucoup plus clairement contre le passe sanitaire. La gauche et les écologistes doivent se réveiller. Il est temps que les partis qui se disent progressistes rejoignent le front de la contestation, au Parlement comme dans la rue.



L'opposition à la société de contrôle symbolisée et amplifiée par le passe sanitaire s'affermi - Administrer les désastres ou y mettre un terme ? Mobilisation en hausse le 31 juillet dans la rue contre le passe sanitaire

Administrer les désastres ou y mettre un terme ?

► Voir aussi cet article essentiel : [Catastrophisme, administration du désastre et soumission durable](#) -

L'idéologie catastrophiste, progressisme sous crack, est une arme de propagande et un programme politique-technologique au service du renforcement de l'État et de la réorganisation de la production capitaliste. Notes de lecture du livre *Catastrophisme, administration du désastre et soumission durable*, de René Riesel et Jaime Semprun, publié aux Éditions de l'Encyclopédie des nuisances.

(...)

1. De quel désastre parle-t-on ?

Le désastre est notre avenir officiel

« L'extinction finale vers laquelle nous entraîne la perpétuation de la société industrielle est devenue en très peu d'années notre avenir officiel ». Les « rubriques du catastrophisme ne manquent pas » : pénurie énergétique, dérèglement climatique, démographie, mouvements de population, empoisonnement ou stérilisation du milieu. L'inférieur catalogue des menaces est connu, prédit, chiffré, certifié et mis à jour en temps réel par les experts officiels.

C'est par l'administration de cette catastrophe que nous sommes à présent gouverné-es

« La catastrophe est comme la bande-annonce, projetée en boucle sur tous les écrans, des temps à venir ». Et c'est par l'administration de cette catastrophe que nous sommes à présent gouverné-es. Il ne faudrait pas en conclure que la crise écologique totale est une pure fiction destinée à nous soumettre, mais il s'agit de comprendre qu'elle est aujourd'hui utilisée comme « une forme de propagande en faveur de l'organisation sociale existante ».

La société industrielle

« La société de masse [...] ne pose jamais les problèmes qu'elle prétend "gérer" que dans les termes qui font de son maintien une condition sine qua non. »

Pour les auteurs, le véritable désastre, c'est la société industrielle de masse elle-même. Et sa capacité à capitaliser sur ses nuisances présentes ou à venir pour justifier son propre développement.

« La société de masse [...] ne pose jamais les problèmes qu'elle prétend "gérer" que dans les termes qui font de son maintien une condition sine qua non. » Cela consiste à retarder son effondrement aussi longtemps que possible « en renforçant toutes les coercitions et en asservissant plus profondément les individus à la collectivité ».

(...)

- En complément : [La résilience sert d'idéologie du consentement et de co-gestion du désastre](#) - Non pas résister contre le désastre "social et écologique" en cours mais juste nous y adapter



L'opposition à la société de contrôle symbolisée et amplifiée par le passe sanitaire s'affermi - Administrer les désastres ou y mettre un terme ? En France comme en Chine : bureaucratie totalitaire centralisée et extrême capitalisme brutal

NOTES :

Mme Barbara Stiegler (article de Reporterre plus haut) fait un entretien intéressant, mais veut-elle nous libérer de l'idéologie libérale pour mieux nous mettre entre les mains de l'idéologie étatisée ? Se rend-elle compte que l'Etat et le capitalisme marchent ensemble dans la civilisation industrielle, avec la quête commune de puissance et de profits, et donc de productivisme destructeur et de gestion autoritaire ?

Se rend-t-elle compte qu'on a en réalité jamais été en démocratie ? Et donc que la démocratie ne peut pas être oubliée ou suspendue puisqu'il n'y en a pas. Et c'est bien parce qu'il n'y en a pas que des mesures si autoritaires et centralisées sont possibles.

On voit bien que la manière de gérer la crise pandémique du coronavirus par les Etats et le techno-capitalisme est la même pour les plus vastes désastres climato-écologiques en cours. Ils veulent profiter de toutes les situations, même les carnages qu'ils produisent en série, pour perdurer en imposant leur inévitable gestion autoritaire, centralisée, anti-démocratique et technocratique.

Utiliser même les carnages qu'ils produisent pour durer et imposer une gestion autoritaire technocratique

Le passe dit sanitaire et l'appareil totalitaire de contrôle policier qui va avec sont dans la continuité du passé, avec cette fois une forte accélération et un basculement dans le monde « sans contact » tout numérique.

- **La croissance détruit tout ?** Accélérons la croissance pour avoir les moyens de résoudre les problèmes qu'elle pose !
- **La technologie consomme énormément d'énergies et de matières premières ?** Multiplions les hautes technologies pour soi-disant économiser de l'énergie, contrôler les foules et faire de soi-disant énergies vertes !
- **Au lieu de supprimer et diminuer les voitures, multiplions les voitures électriques,** les taxi volants, les fusées spatiales, les satellites, la mobilité partout !
- **Le numérique consomme énormément d'énergie ?** Multiplions la 5G, les objets connectés, l'obsolescence des appareils électroniques, les bases de données stockées dans d'énormes centres serveurs, la collecte automatique d'informations, la surveillance biométrique via logiciels algorithmiques, le commerce en ligne, les applis, etc. !
- **Les peuples civilisés n'ont plus de capacité d'autonomie, de responsabilisation et de vie politique ?** Accentuons leur dépendance, leur irresponsabilité, leur impuissance, mettons les sous cloche contrôlés par des

flics, des injonctions médiatiques, sous perfusion de grands systèmes technologiques et numériques pour satisfaire tous leurs besoins, des plus élémentaires ou plus complexes ! (et ensuite reprochons leur d'être décérébré et irresponsable, pour bien les enfoncer et les perdre dans la double pensée et la double contrainte contradictoire impossible)

Les contestations légitimes du passe sanitaire se heurtent à deux obstacles importants :

1. **Le régime de démocratie en place** : qui comme toujours ne cédera rien (ou presque) face à de simples manifestations et des autres moyens de communication. Les protestataires auront-ils la volonté et la force d'étendre les objectifs et surtout de passer réellement à **l'action**, et sans ce souci des médias des pouvoirs ? Sauront-ils agir de manière pertinente sans attendre de bien hypothétiques mouvements de masse censés pouvoir changer la donne par des moyens uniquement « pacifiques » ? (le pouvoir ne cessant de vouloir rabattre les gens sur des communications, et sur des communications pacifiques de surcroît (pétitionner ou marcher d'un point à l'autre encadrés par des flics), qu'il soit inoffensives et contrôlables)
2. **Les possibles limites des critiques** : que veut-on ? Juste critiquer et rejeter ce gouvernement ou/et ses mesures (passe sanitaire, réformes libérales, privatisations...), et vouloir conserver le même système (la civilisation industrielle, le capitalisme et l'Etat, en résumé), qui inévitablement produit des désastres et nécessite obligatoirement une gestion autoritaire centralisée des masses via des dispositifs techno-policiers croissants ? Ou approfondir la réflexion et l'observation et rejeter tout en bloc ? **Veut-on juste un supposé meilleur gouvernement, un impossible meilleur capitalisme, des hautes technologies fantasmées comme « gentilles » et une croissance plus « humaine » et maîtrisée, OU en finir avec les gouvernements, le technocratie, la croissance, le capitalisme et le productivisme ?** Veut-on laisser des « élites » quelconques (contrôlées par les peuples ou pas) gérer mieux les désastres en laissant perdurer le système qui les produit ou veut-on en finir avec les sources des désastres ? Veut-on de meilleurs bergers ou veut-on l'autogestion radicale des moutons responsables ne formant plus de troupeaux passifs ? Veut-on continuer à dépendre des supermarchés et du commerce international ou veut-on une autonomie locale fertile et ouverte ?

Comme à chaque fois, des réponses collectives à ces questions dépendront les suites du mouvement actuel.

Enlisement, découragement, débats sans fin, répétition de manifs rituelles, éparpillements sectoriels, épuisement, simple réformisme superficiel circonstancié, échec, OU basculement dans une large lutte radicale, acharnée et profonde, qui rejoint toutes les autres luttes puisque les sources des innombrables problèmes qui nous affectent sont à peu près les mêmes ?



L'opposition à la société de contrôle symbolisée et amplifiée par le passe sanitaire s'affermi - Administrer les désastres ou y mettre un terme ? Grosse manifestation à Valence le 31 juillet

PASS SANITAIRE : NOUVELLE REUSSITE DE LA MOBILISATION, LE MOUVEMENT MONTE EN

PUISSANCE

Selon les autorités, qui minimisent fortement le nombre de personnes dans la rue, il y avait ce 31 juillet, 204 090 manifestants et manifestantes contre le Pass sanitaire. Selon la même source, il y en avait 161 000 la semaine dernière, et 114 000 la semaine d'avant. Au delà des batailles comptables, **cela veut dire non seulement que nous étions plusieurs centaines de milliers dans la rue ce samedi, en plein creux de l'été, mais qu'en plus le mouvement monte en puissance de l'aveu même du ministère de l'Intérieur.** Un phénomène inédit à cette période de l'année.

Un sondage paru aujourd'hui dans la presse dit que 51% des Français « comprennent les revendications », contre le pass sanitaire. Ils étaient quasiment deux fois moins il y a deux semaines. Parmi ces personnes, on trouve essentiellement les jeunes de 25 à 34 ans (69 %) et les classes populaires (71%). 40% des personnes interrogées « soutiennent » le mouvement. Les soutiens du mouvement le sont très largement parcequ'ils refusent qu'on leur « impose des mesures », loin devant « l'inquiétude à l'idée de se faire vacciner ». Les sondages ne sont pas toujours peu fiable, mais il suggère ici une montée en popularité de la mobilisation, observée dans la rue.

Il y a tous les ingrédients pour un mouvement massif, populaire et peut-être victorieux, si les infiltrés d'extrême droite et récupérateurs politiques ne s'emparent pas des défilés. Il y a urgence à clarifier les revendications. Liberté pour toutes et tous, égalité pour toutes et tous. Ni mesures liberticides, ni mesures anti-sociales.

(post de Nantes Révoltée)

STRASBOURG 31/07

Réfléchir à l'avenir de cette mobilisation... Pour ne pas enchaîner en vain les samedi

Nouvelles images de l'énorme mobilisation de samedi en France contre le pass sanitaire. Ici à Strasbourg où l'on avait rarement vu autant de monde, en plein été. **Le pouvoir annonce 204 000 manifestants. Clairement, il devait y en avoir au moins 500 000. C'est énorme. Reste que Macron ne bouge pas d'un millimètre sur ce pass sanitaire. Il va donc falloir réfléchir à l'avenir de cette mobilisation... Pour ne pas enchaîner les samedi comme on pu le faire, courageusement mais en vain, les Gilets Jaunes.**

(post de Cerveaux non disponibles)

ÑNON SOIGNÉE CAR NON VACCINÉE ?Ñ

Dans une vidéo diffusée sur les réseaux, un ambulancier explique qu'une clinique a refusé une patiente venant pour effectuer un examen du coeur car elle n'avait pas de pass sanitaire.

Présentée comme un fake par de nombreuses personnes, la vidéo, et surtout l'histoire, se révèle malheureusement vrai.

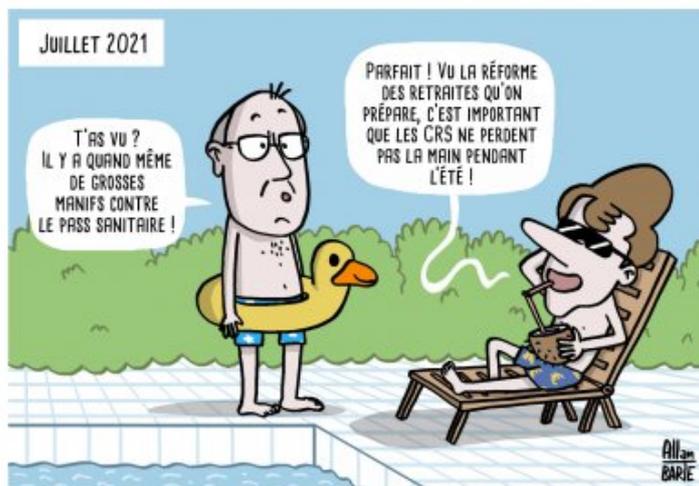
Contactée par 20 Minutes, la société d'ambulance a en effet confirmé les propos de son salarié.

(post de Cerveaux non disponibles)

Valence le 31 juillet

3000, 4000... CertainEs disent beaucoup plus ! En tout cas beaucoup de monde à Valence ce samedi 31 juillet. Avec un pôle anticapitaliste et libertaire et quelques néo nazi tentant de prendre la tête de la manifestation sans succès. Liberté, Résistance sont les mots d'ordre les plus partagés. Les 500 tracts du NPA ont disparus en quelques minutes. La CNT, Solidaires, les Gilets Jaunes ont été essentiels pour animer le cortège et reléguer les néo nazi à l'état de suivistes.

(post de Anticapitalistes Valence nord Drôme Ardèche - NPA)



L'opposition à la société de contrôle symbolisée et amplifiée par le passe sanitaire s'affermir - Administrer mieux les désastres ou y mettre un terme ? Grâce aux manifestations plus ou moins pacifiques, les flics ne perdent pas la main ! lol

POMPIERS ANTI PASS

Images fortes hier à Nice et en Guadeloupe où des pompiers ont participé aux manifestations contre le passe sanitaire. A noter qu'il y avait également de nombreux soignants un peu partout en France. Ceux qu'on a applaudi en 2020 se retrouvent menacés de licenciement en 2021... Drôle de reconnaissance ! En tout cas, cette mobilisation des pompiers montre que le mouvement s'amplifie et se diversifie, et gagne en popularité puisque la majorité des Français comprennent et approuvent ce mouvement contre le passe sanitaire !

(post de Cerveaux non disponibles)

Post-scriptum :

MANIFESTATIONS DU 31 JUILLET : UN NOUVEAU PAS EST FRANCHI MACRON EST EN TRAIN DE PERDRE LA BATAILLE DE L'OPINION QU'IL AVAIT ENGAGÉE SUR L'OBLIGATION VACCINALE ET LE PASS SANITAIRE - CELA VA AVOIR DES CONSÉQUENCES IMPORTANTES

Il y avait probablement entre 450 000 et 500 000 manifestants le 31 juillet selon les comptages militants, marquant une augmentation importante de la participation en cette date de principal chassé-croisé des vacanciers au plein coeur de l'été, par rapport à celle de la manifestation du 24 juillet estimée le plus souvent à 320 000 participants et encore plus par rapport aux dates précédentes.

La police elle-même était obligée de reconnaître cette nouvelle hausse de la participation, l'estimant à 204 000 manifestants contre 161 000 le 24 juillet et 110 000 le 17 juillet.

De leurs côtés, les sondages, quelle que soit la confiance qu'on leur accorde, estimaient qu'on était passé d'un soutien aux manifestants de 35% au début du mouvement à 40% aujourd'hui, et plus, à une compréhension du mouvement devenant majoritaire dans l'opinion à 51%.

On est bien sûr loin des 60 à 70% de soutien aux Gilets Jaunes mais vu la tendance actuelle, il est probable qu'on s'en rapproche de plus en plus, alors que cette fois-ci, c'est Macron lui-même qui a choisi le terrain du conflit lors de son allocution du 12 juillet et qui espérait ainsi avoir l'opinion avec lui pour détruire un peu plus les libertés et les acquis sociaux en piégeant les français dans sa confusion volontaire de l'obligation vaccinale et de l'éradication de l'épidémie

L'ampleur de la participation lors de cette 5e journée de mobilisation (6e dans certaines villes) en 15 jours et au plein coeur de l'été contre le pass sanitaire, l'obligation vaccinale, la société de contrôle, la casse du code du travail et du statut de la fonction publique, est unique dans l'histoire de France. Cela confirme un peu plus l'ancrage de la mobilisation en profondeur et en durée qu'on avait déjà perçu le 24 juillet en même temps qu'elle appuie l'orientation générale que prend peu à peu cette mobilisation.

Avec l'augmentation notable de la participation, de nombreux primo-manifestants sont à nouveau apparus ce 31 juillet réaffirmant encore plus fort qu'au 24 juillet que la population marche de moins en moins dans la propagande gouvernementale et médiatique qui confond volontairement la vaccination et l'obligation vaccinale et que ce basculement fait en seulement 15 jours va s'amplifier dans la période à venir jusqu'à pouvoir devenir, pourquoi pas, un ras-de-marée dans la période à venir qui pourrait bousculer l'ordre social bien au delà des questions de vaccin ou de santé .

Ainsi, la proportion d'anti vaccins, de complotistes et de militants d'extrême droite sur lesquels Macron comptait s'appuyer pour dénoncer l'irresponsabilité et l'égoïsme de cette opposition à sa politique, a diminué dans les mobilisations, au point que la grande presse ne parle quasiment plus de manifestations anti-vaccins mais de manifestations anti pass sanitaire. Cela signifie que la mobilisation est en train de déplacer la question que Macron voulait centrer sur le vaccin - pour ou contre - afin de diviser les classes populaires et leurs organisations et de passer au profit de cette division sa politique de casse des acquis sociaux et des libertés, vers la question plus générale de la santé, de ses moyens et de qui la contrôle.

Ainsi, ce qui a aussi marqué le 31 juillet et les journées autour, c'est la forte et croissante participation de soignants et agents hospitaliers - vaccinés ou non tous unis - aux manifestations, mais aussi l'augmentation rapide du nombre d'appels à la grève émanant de syndicat hospitaliers, à Marseille, Lyon, Lille, Montélimar, Poitiers, Lons-le-Saunier, Montbéliard/Belfort, Nîmes, Bastia, Gourdon, la Martinique, La Réunion et droit de retrait à l'hôpital Tenon de Paris. Ces appels se prononcent contre l'obligation vaccinale et les sanctions de suspension du salaire qu'elle entraîne pour les soignants, contre le pass sanitaire et le danger que cela représente pour les patients qui n'en auront pas mais aussi pour l'augmentation des moyens pour la santé, en lits, matériels, effectifs, salaires, etc...

La plupart des appels, souvent à la grève illimitée, ce qui témoigne de la détermination des agents, se placent autour du 5 août, date où le Conseil Constitutionnel doit se prononcer et avant donc le 9 août, date de mise en application de la loi d'extension du pass sanitaire prévue par le gouvernement. Cela veut dire non seulement que la prochaine mobilisation du samedi 7 août, juste entre les deux, sera à nouveau très suivie, mais sera encore plus marquée par l'empreinte des agents de santé et de leurs revendications, de plus en plus loin donc des thèses conspirationnistes et d'extrême droite, et par contre de plus en plus proches des augmentations des moyens et effectifs de santé - dont le manque est particulièrement mis en valeur l'été où bien des services d'urgence ferment faute de personnel -, d'un contrôle de la santé publique par la population et d'un mouvement de grève générale de la santé pour y arriver.

Mais pas seulement ;

De la même manière que la mobilisation des agents de santé est croissante au fur et à mesure qu'on avance dans les manifestations, on a vu apparaître dans plusieurs cortèges ce 31 juillet des pompiers en uniforme sur un fond de colère montant chez les combattants du feu et de menaces d'actions conjointes des syndicats de pompiers, puisqu'ils estiment que les effectifs de pompiers volontaires diminueraient d'environ 20% en cas de pass sanitaire alors qu'il manque déjà des pompiers.

Par ailleurs, des agents territoriaux moins visibles dans les manifestations mais certainement très présents aussi, étaient également appelés à la grève en cette fin juillet notamment tous ceux qui ont affaire au public dans les bibliothèques, piscines, médiathèques, musées, etc... et demain dans les écoles, parce qu'ils refusent de faire un travail de police pour contrôler les pass sanitaires. De même, les organisations syndicales de cheminots, avertissaient que pas un seul train ne roulerait si on les soumettait à l'obligation vaccinale ou au contrôle des pass sanitaires.

Tout cela signifie que la lutte contre le pass sanitaire et l'obligation vaccinale déclenchée par les provocations de Macron est peut-être en train d'unifier par en bas tous les combats dispersés par en haut jusque là, qui pour la défense de la santé publique, qui pour la défense du statut de la fonction publique territoriale, qui pour plus de moyens pour les soldats du feu et bien d'autres encore demain, notamment tous ceux qu'on appelait les premières lignes et tous ceux qui subissent de plein fouet les attaques du gouvernement et du Medef...

Les principales confédérations syndicales sont toujours absentes du mouvement comme les principales directions politiques d'opposition qui pour ces dernières, mais les premières aussi, n'ont comme objectif à offrir que d'attendre les élections présidentielles de 2022.

Cela freine la mobilisation générale qui, elle, veut la démission immédiate de Macron et est unie autour de cela mais en même temps lui laisse toute liberté pour faire le plein et aller exactement là où elle le veut.

En même temps, le fait que bien des militants syndicalistes, des syndicats, des sections syndicales et parfois des Union locales ou départementales appellent à ces mobilisations, contribue non seulement à l'évolution de la tonalité politique générale du mouvement mais aussi, contrairement à ce qui s'était passé avec les Gilets Jaunes où la coupure avait été organisée d'en haut, fait que les militants syndicalistes de base, sont eux-mêmes entraînés hors des bornes traditionnelles économiques du syndicalisme pour faire de la politique.

Ils se lient ainsi au fond de lutte politique pour les libertés, de critique de la société de contrôle, de combat contre la destruction générale des acquis sociaux que porte la mobilisation actuelle et associent ces combats à la démission immédiate de Macron, condition de leur succès. Ils politisent leurs combats. Ils reprennent donc de fait, sur le terrain, par la pratique, l'idée que porte ce mouvement de la nécessité d'un combat général et d'un combat général politique pour la démission de Macron maintenant, qui pourrait ainsi donner bien plus de poids aux slogans anti-capitalistes et anti-fascistes qu'on voit germer et croître dans de nombreux endroits, construisant peu à peu la tonalité générale subversive du mouvement en train de se dessiner, la détermination qui y correspond et la tendance générale en cours pour faire face à la période qui vient.

Macron, s'était déjà appuyé sur l'épidémie de covid pour contribuer à casser les mouvements issus des Gilets Jaunes en 2018 et contre la remise en cause de la retraite en 2019-2020. Aujourd'hui, au delà de ses calculs pour les prochaines élections présidentielles, comme la plupart des autres dirigeants occidentaux qui mènent aujourd'hui peu ou prou la même politique de pass sanitaire et d'obligation vaccinale un peu partout dans le monde, il voudrait continuer à garder la main dans cette période qui pourrait voir la fin de l'épidémie ou en tous cas son atténuation, contre une reprise éventuelle et amplifiée des grands mouvements sociaux planétaires de 2018-2019, qu'il craint par dessus tout, comme les autres dirigeants.

Craignant par ailleurs que cette reprise de la lutte sociale avec l'atténuation de l'épidémie puisse coïncider avec la période des élections présidentielles au printemps 2022 et donc contribuer à la politisation du mouvement social au détriment de l'illusion électorale - principal garant de la stabilité de l'ordre social - comme les énormes taux d'abstention des élections régionales en profilaient la perspective, il a préféré prendre les devants pour tenter d'écraser et de soumettre dès aujourd'hui toute velléité de combat des classes populaires en les divisant autour de la

question du vaccin.

Or, tout montre que son plan est en train d'échouer et qu'au lieu de soumettre les classes populaires, il ait contribué à les mobiliser encore plus.

Bien sûr, rien n'est encore joué, on ne connaît l'issue des combats qu'à leur fin, mais d'ores et déjà, il est de plus en plus clair maintenant que tout le monde doit participer à ces manifestations car elles ne touchent pas qu'au pass sanitaire et à l'obligation vaccinale mais à la société dans laquelle nous voulons vivre.

De nouveaux appels ont été lancé pour le prochain samedi, le 7 août, deux jours avant la date de l'entrée en vigueur du pass sanitaire dans les commerces, bars et restaurants. Il faut y participer, vaccinés ou non vaccinés, construire notre unité et appeler à y participer pour y être le plus nombreux possible.

**NON AU PASS SANITAIRE
MACRON DÉMISSION**

Jacques Chastaing